

Démocratie et engagement politique

«*La démocratie est un mauvais système, mais elle est le moins mauvais de tous les systèmes.*» (Winston Churchill). En dépit de toutes les critiques qu'on peut lui faire, la démocratie demeure le meilleur système pour apporter des solutions pacifiques aux conflits.

La qualité d'une démocratie est fonction de l'engagement de ses citoyens, mais pour s'engager il est nécessaire :

- d'être conscient des valeurs démocratiques ;
- de comprendre que le rôle premier de la politique est de résoudre les problèmes de la société par la prise de décisions adaptées ;
- de posséder un minimum de connaissances du fonctionnement des institutions démocratiques et des mécanismes de prise de décision ;
- d'acquérir certaines compétences indispensables à l'analyse des problèmes et des solutions proposées comme par exemple l'approche critique des informations transmises par les médias.

Qu'est-ce que la démocratie ?

Pour comprendre ce qu'est la démocratie, on peut prendre l'exemple d'une petite équipe de jeunes de 5 à 8 jeunes, votre équipe par exemple. Les membres de l'équipe préparent et vivent ensemble un certain nombre d'activités et rencontrent un certain nombre de problèmes comme :

- Qui décide du choix des activités ?
- Qui engage les dépenses ?
- Qui est responsable de ranger et d'entretenir le matériel de l'équipe ?

Il y a deux façons fondamentales de répondre à ces questions :

- La première est de laisser un des membres de l'équipe prendre toutes les décisions parce qu'il est dominant (c'est le plus fort, le plus intelligent ou le meilleur manipulateur)
- Une autre voie est possible : tous les membres de l'équipe sont impliqués dans les prises de décision.

La problématique n'est pas fondamentalement différente dans une plus grande communauté comme une ville ou même une nation. Là aussi la première option est de laisser une seule personne - le leader - prendre les décisions. Le leader a les pleins pouvoirs et gouverne de manière absolue le reste de la population. Les gens n'ont rien à dire et n'ont aucun droit. C'est la dictature.

L'alternative est d'imaginer un système dans lequel chaque personne a son mot à dire. Par exemple, tous les citoyens élisent des représentants qui prennent les décisions et désignent un leader pour les mettre en œuvre. Le leader agit sous leur contrôle. C'est la démocratie.

La dictature était le système dominant en Europe jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. C'est seulement à partir de cette époque que les populations européennes commencèrent à réaliser combien ce système était injuste. Au cours du XXe siècle, la démocratie s'est répandue à travers le monde et existe maintenant dans un grand nombre de pays sous différentes formes.

Les valeurs de la démocratie

La démocratie a été définie comme étant le Gouvernement du Peuple, par le Peuple, pour le Peuple. Elle est fondée sur les Droits de l'Homme, qui définissent la dignité et la liberté de l'être humain. L'article 1 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, adoptée en 1948 par l'Assemblée Générale des Nations Unies, stipule : «*Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de*

raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité». C'est le fondement même de la démocratie.

Les dictatures au contraire sont fondés sur la conviction que certains hommes possèdent plus de droits et de dignité que d'autres. Par exemple sous la royauté en France, une minorité de la population - la noblesse - ne payait pas d'impôts et possédaient tous les droits. Le fils aîné d'une des familles nobles recevait le pouvoir absolu à titre héréditaire. Dans des systèmes modernes de dictature c'est souvent un parti politique unique (le seul qui a le droit d'exister) qui monopolise tous les pouvoirs.

Les différents types de démocratie

il existe différents types de démocratie, et on peut les résumer de la manière suivante :

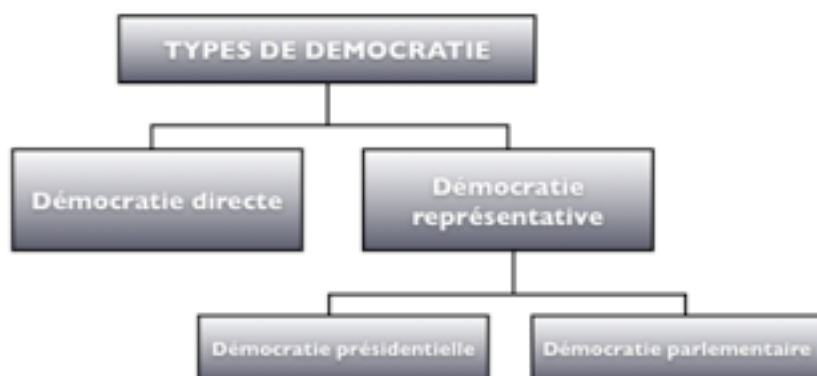
1. On peut distinguer d'abord la **démocratie directe** et la **démocratie parlementaire** :

- Dans la **démocratie directe**, tous les citoyens prennent part au processus de prise de décision. C'est un système largement pratiqué en Suisse, par exemple, où beaucoup de décisions sont prises par *référendum*. Une question se pose : faut-il agrandir l'aéroport de Genève ? Tous les habitants du canton de Genève sont appelés à prendre part à un vote et la décision sera prise suivant l'avis de la majorité.
- Dans la **démocratie représentative**, les citoyens élisent des représentants pour une durée limitée (4 ou 5 ans) et les représentants, réunis en Assemblée ou Parlement, débattent des problèmes et votent pour prendre les décisions qui s'imposent.

Dans la réalité démocratie directe et démocratie représentative coexistent le plus souvent. Il n'existe pas de démocratie directe pure. Des processus de démocratie directe sont utilisés par les démocraties représentatives lorsqu'il s'agit de prendre des décisions très importantes. Par exemple en France la Constitution de la Ve République a été adoptée par un vote de tous les citoyens (référendum) et non pas par le Parlement.

2. Il y a deux types de démocratie représentative, la **démocratie parlementaire** et la **démocratie présidentielle**.

- Dans la **démocratie parlementaire**, l'Exécutif (le Gouvernement et le Chef du Gouvernement) est élu par les membres du Parlement, il est responsable devant le Parlement et le Parlement peut le démettre. Le pouvoir exécutif (le Gouvernement) dépend donc du pouvoir législatif (le Parlement). Le parti qui est majoritaire au Parlement (*la majorité*) forme le Gouvernement ; son chef devient Premier Ministre. Le parti qui est minoritaire au Parlement constitue *l'opposition*. Les partis politiques jouent donc un grand rôle. Le Royaume-Uni ou l'Allemagne sont des exemples de démocratie parlementaire.
- Dans la **démocratie présidentielle**, le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif sont indépendants : le chef de l'exécutif (le Président) est élu par tous les citoyens tout comme les membres du Parlement. Il ne peut pas être renversé par le Parlement mais ne peut pas prendre de décision sans obtenir la majorité des votes au Parlement. Les Etats-Unis sont une démocratie présidentielle..



Le système français est hybride : le Président de la République est élu au suffrage universel tout comme les membres du Parlement. Mais à côté du Président de la République, il existe aussi un Premier Ministre issu du parti qui a la majorité au Parlement. Il est donc possible que le Président ait à partager son pouvoir avec un Premier Ministre issu d'un parti politique opposé (c'est ce qu'on appelle la *cohabitation*).

Le principe de la séparation des pouvoirs

Dans tout Etat, il y a trois pouvoirs :

- Le *pouvoir législatif* a pour fonction de faire les lois : les projets sont déposés, examinés par des commissions, puis soumis à un débat au Parlement avant de faire l'objet d'un vote final.
- Le *pouvoir exécutif*, c'est l'instance de l'État qui a pour fonction de mettre en oeuvre - d'exécuter- les lois adoptées par le pouvoir législatif. L'exécutif correspond au gouvernement. Au sommet du pouvoir exécutif, on retrouve le chef du gouvernement (premier ministre) et/ou le chef d'État (président).
- Le *pouvoir judiciaire*, a le mandat d'interpréter la loi (faite par le pouvoir législatif) et d'examiner la concordance entre une situation concrète qui lui est présentée et la loi elle-même. Il est représenté par les juges des différents tribunaux. Il tranche les litiges qu'on lui soumet relativement à l'application d'une règle de droit. Par exemple, un crime reproché à un individu correspond-t-il à la définition du crime telle qu'on la retrouve dans la loi? Les preuves amenées sont-elles recevables? Et si oui, quelles sont les sanctions prévues par la loi compte tenu des circonstances?

La démocratie ne peut survivre que si les différents pouvoirs sont indépendants les uns des autres et peuvent se contrôler mutuellement. Par exemple, les juges (pouvoir judiciaire) doivent être indépendants et inamovibles afin de pouvoir intervenir si le Gouvernement ou si les membres du Parlement ne respectent pas les lois en vigueur. De même le Parlement contrôle la politique mise en oeuvre par le Gouvernement et s'assure qu'elle respecte les choix de la majorité élue par le peuple. Au contraire, dans une dictature, les trois pouvoirs sont confondus ou plutôt le pouvoir exécutif contrôle à la fois le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire.

C'est le philosophe français Montesquieu qui a pour la première fois élaboré le principe de la séparation des pouvoirs : *«Tout serait perdu, si le même homme, ou le même corps des principaux, ou des nobles, ou du peuple, exerçaient ces trois pouvoirs : celui de faire des lois, celui d'exécuter les résolutions publiques, et celui de juger les crimes ou les différends des particuliers.»*

Le rôle décisif des partis politiques

Les partis politiques sont souvent critiqués, pourtant ils jouent un rôle essentiel et irremplaçable dans le fonctionnement d'une démocratie.

Les partis sont des associations de citoyens qui s'efforcent d'obtenir l'intérêt et le soutien du plus grand nombre pour mettre en oeuvre une politique donnée. Ils développent à cet effet des analyses sur les problèmes en cours, proposent des orientations et présentent des candidats aux élections au Parlement dans le but d'obtenir la majorité et de prendre le pouvoir pour mettre en oeuvre leur politique.

Le terme politique vient du grec "politikos", qui signifie *de la cité*.

La politique recouvre tout ce qui a trait au gouvernement d'une communauté ou d'un Etat :

- l'art et la manière de gouverner ;
- l'organisation des pouvoirs ;
- la conduite des affaires publiques ;
- les actions prévues ou mises en oeuvre par une institution, une organisation, un parti, un Etat, une entreprise, un individu... en vue d'atteindre un objectif préalablement fixé.

Dans une démocratie, l'action politique est légitimée par le vote des citoyens.

Plus les citoyens s'engagent dans les partis politiques, plus ceux-ci sont forts et représentatifs et mieux la démocratie fonctionne.

Si les gens honnêtes, intelligents et compétents ne s'engagent pas dans les partis politiques, ils laissent les commandes à d'autres personnes corrompues, stupides ou incompetentes et les choses vont de mal en pis. C'est pourquoi les jeunes doivent s'intéresser à la politique et s'engager dans les partis.

Le débat politique

En France, sur le fronton des édifices publics la devise de la République s'inscrit fièrement : Liberté, Egalité, Fraternité.

La plupart des gens passent leur chemin sans vraiment y porter attention. "Un vieux truc dépassé" pensent les jeunes... Et pourtant, on peut utiliser ces trois mots pour décrire les grands débats qui agitent encore aujourd'hui le monde de la politique.

Priorité à la liberté

Dans cette perspective, il importe d'encourager les individus à prendre des initiatives pour participer au développement de la société. Il faut donc donner aux individus la liberté d'entreprendre et les encourager à entreprendre en leur permettant d'obtenir les revenus qu'ils méritent.

La tendance est donc de limiter les réglementations, qui risquent d'entraver les initiatives, et de limiter les impôts qui risquent de les décourager.

Des aides sociales trop importante risqueraient de créer une population "d'assistés" qui se contenteraient de recevoir l'aide de la collectivité et ne seraient plus encouragés à prendre des initiatives pour se tirer d'affaires par eux-mêmes. En conséquence, la société toute entière risquerait de devenir amorphe, sans ressort, sans énergie, sans dynamisme.

La priorité à la liberté correspond au *libéralisme*. La doctrine du libéralisme stipule qu'il faut laisser la loi de l'offre et de la demande (la loi du marché) guider l'économie. Cette orientation est particulièrement défendue par les partis de droite souvent liés au monde des affaires et aux grandes entreprises.

Priorité à l'égalité

Dans cette perspective, la priorité est donnée à l'égalité des chances : chaque citoyen doit disposer des mêmes chances au départ de sa vie, en particulier en termes de santé, d'éducation et d'accès à l'emploi.

L'Etat va donc lever des impôts pour donner à tous accès à l'éducation, au logement et aux soins de santé.

L'accès à des responsabilités élevées dans la société est fondée sur le mérite (capacités, connaissances) et non pas sur l'origine sociale ou les réseaux de relation (concours pour l'admission dans les écoles supérieures et pour le recrutement dans l'administration). Des droits de succession élevés visent à éviter la constitution d'une catégorie de super-privilégiés en tendant à "remettre les compteurs à zéro" à chaque génération.

L'Etat doit développer une politique fiscale et de revenus afin d'éviter l'apparition d'inégalités trop grandes dans la société. L'impôt est donc progressif, c'est-à-dire proportionnellement plus lourd pour les hauts revenus. En contrepartie, les personnes qui disposent d'un faible revenu reçoivent des aides compensatoires sous forme d'allocations diverses (familiales, de logement, etc.).

C'est une politique dite de redistribution des revenus qui consiste en gros à prendre de l'argent aux plus riches pour le redistribuer aux plus pauvres.

Chaque personne est assurée d'un revenu minimum grâce à divers systèmes tels que le salaire minimum, les allocations de chômage, le RMI (revenu minimum d'insertion, etc.).

La priorité à l'égalité correspond au *socialisme*. Elle stipule que l'économie ne peut pas être seulement guidée par la loi du marché ; elle doit être régulée et contrôlée par des lois. Cette orientation est défendue plus particulièrement par les partis de gauche.

Priorité à la fraternité

Le troisième principe républicain - la fraternité - joue également un rôle dans le débat démocratique.

L'idée de base est que l'appartenance à une même communauté doit entraîner une solidarité entre tous les membres de la société.

Au cours des dernières années, le débat sur ce point c'est focalisé sur plusieurs problèmes importants :

- Pourquoi la solidarité n'est-elle pas offerte à tous les membres de la communauté ? Des nombreuses organisations se sont mobilisées pour dénoncer des mécanismes d'exclusion sociale à l'oeuvre dans la société française, par exemple la questions des personnes sans domicile ou mal logés. Cela a conduit à inscrire formellement dans la constitution le "droit au logement". Un autre débat important à porté sur la situation des banlieues des grandes villes qui présentent un taux important de chômage et de problèmes sociaux. Plusieurs "politiques de la ville" ont été lancées pour combattre ce problème.
- Quelles sont les limites de l'appartenance à la communauté et la solidarité ? La question de l'immigration a donné lieu à un débat très vif. La tendance dominante a été de limiter l'immigration pour éviter d'augmenter les problèmes sociaux et d'alourdir les dépenses de solidarité.
- Mais la question de la solidarité dépasse les frontières nationales. En effet dans un monde où les interactions entre les pays est de plus en plus grandes, on ne peut pas rester insensible aux problèmes qui touchent d'autres communautés nationales. La question de l'aide aux pays en

développement a occupé une place très grande il y a 10 ou 20 ans dans la société française. L'engagement avait été pris de porter cette aide à un niveau équivalent à 1% du Produit National Brut (PNB). Le problème est quelque peu occulté aujourd'hui. Beaucoup de gens sont à la fois pour le contrôle de l'immigration et contre l'aide aux pays en développement sans être conscients de la contradiction entre ces deux termes. En effet la meilleure manière de réduire l'immigration est sans doute d'aider le développement des pays pauvres.

- Enfin, la solidarité est aussi une question inter-générationnelle. De plus en plus, en effet, on met en cause l'utilisation abusive de matières premières et de ressources naturelles non-renouvelables qui ne pourront plus être utilisées par les générations futures. Le même raisonnement s'applique en ce qui concerne le recours à des emprunts pour financer des dépenses actuelles en faisant peser le poids des remboursements sur les générations futures. On prend conscience de la nécessité de penser en termes de développement durable, c'est-à-dire d'un développement "qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs".

Les partis dans le débat politique

Les sociétés modernes constituent des *systèmes socio-économiques* d'une grande complexité. Aucun pays ne peut se développer en autarcie, sans échange avec l'ensemble du monde. Dans ces conditions, il n'est pas facile de trouver des solutions à un problème donné. Les solutions engagées pour résoudre un problème en provoquent souvent d'autres car tout est en interaction. Par exemple, le Gouvernement peut proposer au Parlement de définir un *salaire minimum* relativement élevé pour assurer un revenu correct à tous les citoyens mais cela peut entraîner deux conséquences néfastes : d'une part, les entreprises hésiteront à recruter de nouveaux salariés, d'autre part elles pourront décider de délocaliser leur activité dans un autre pays où les salaires sont moins élevés. En conséquence le chômage risque d'augmenter.

Dans ces conditions, les partis politiques qui ont vocation à gouverner ne peuvent pas préconiser des décisions radicales car ils savent qu'une fois au pouvoir, ils ne pourront pas les mettre en œuvre. D'autre part, pour obtenir la majorité aux élections, il faut capter des voix au-delà de son propre camp. Si bien que dans les faits, les *libéraux* ne peuvent pas préconiser une politique purement *libérale*, ils doivent accepter d'introduire dans leurs orientations une certaine proportion de mesures de type *socialiste*. De leur côté, les *socialistes* ne peuvent pas préconiser une politique purement *socialiste*, ils doivent introduire dans leur programme un certain nombre de mesures *libérales*, par exemple pour maintenir la rentabilité des entreprises et leur permettre de créer des emplois.

Ainsi dans les sociétés modernes, les partis au pouvoir, soumis à la critique permanente des *contre-pouvoirs* (médias, syndicats, associations) ne sont jamais extrêmes. Ils se situent au centre-droit ou au centre-gauche.

Les partis extrêmes (à gauche ou à droite) savent qu'ils n'ont aucune chance d'accéder au pouvoir, ils se contentent de dénoncer les problèmes et de protester en préconisant souvent des mesures simplistes et irréalistes.

Par exemple, un parti d'extrême-droite va proposer de stopper l'immigration et de renvoyer tous les immigrants dans leur pays pour réduire le chômage, sans prendre en compte le fait que de telles mesures ne résoudront pas le problème (les emplois occupés par les immigrés ne sont pas ceux que les citoyens de souche recherchent) et risquent d'en créer d'autres plus graves (le contrôle total de l'immigration exige des mesures policières qui vont menacer les libertés publiques).

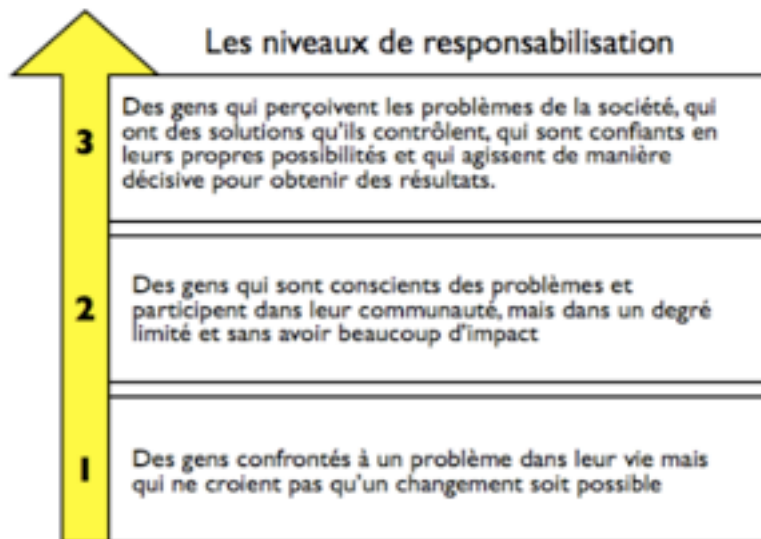
De son côté, un parti d'extrême-gauche va proposer d'interdire les délocalisations pour réduire le chômage en évitant que les entreprises puissent s'installer dans des pays où le coût des salaires est inférieur. Mais en préconisant cette mesure, ce parti ne prend pas en compte le fait que beaucoup d'entreprises étrangères viennent s'installer dans le pays car elles sont intéressées par d'autres critères que le salaire, par exemple la formation des salariés ou l'excellence du réseau de transport. L'interdiction des délocalisations risquerait de dissuader un plus grand nombre d'entreprises de s'installer en France par peur de contrôles trop rigoureux et entraînerait donc une limitation de la création des emplois dans notre pays.

En fait les partis extrêmes pratiquent souvent ce qu'on appelle de la *démagogie*. Ils dénoncent des scandales et préconisent des solutions simples, radicales, faciles à comprendre - mais inefficaces ou irréalistes - en jouant sur les sentiments primaires (peur, colère) afin d'attirer les gens vers eux.

Le citoyen responsable et engagé

Beaucoup de gens pensent qu'on ne peut rien faire pour améliorer la société.

Le schéma ci-dessous décrit les différents niveaux de responsabilisation des personnes qui peuvent exister dans une communauté ou une société. Il est évident que les communautés où un plus grand nombre de gens se situent au niveau 3 auront de plus grandes possibilités d'évolution positive.



Le citoyen responsable doit être en mesure d'exercer un esprit critique pour percer à jour ces fausses solutions. Il doit apprendre à utiliser l'approche systémique pour analyser les problèmes. Face à un problème donné, l'approche systémique consiste à ne pas se contenter d'examiner chaque élément du problème séparément mais à considérer plutôt les interactions entre les éléments. Pour cela il faut :

- Accepter de considérer la réalité dans toute sa complexité ; reconnaître les difficultés de compréhension (les choses paraissent floues, incertaines, aléatoires) et la nécessité de recueillir plus d'information.
- S'efforcer d'identifier l'ensemble des données d'un problème et de reconnaître les interactions entre ces différentes données : si l'on change un élément, quelles seront les conséquences sur les autres éléments ? Comment l'ensemble du système va-t-il réagir ?

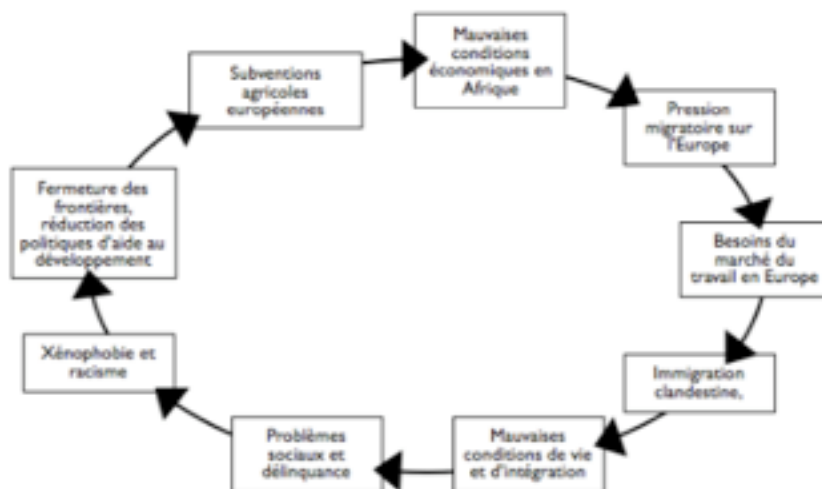
Dans une situation donnée il y a toujours trois niveaux d'analyse : (1) les éléments de la situation ou du problème ; (2) les interactions entre les éléments ; (3) l'environnement plus vaste dans lequel le problème se situe. Si l'on se contente de rester au niveau 1 (considérer chaque élément séparément), on ne peut pas faire émerger des solutions viables et efficaces. L'approche systémique signifie accorder de l'importance aux relations entre les différentes composantes, plutôt que de considérer ces composantes isolément. La pensée systémique veut dire aussi prendre en compte le contexte, les conditions ou l'environnement du système étudié.

Par exemple, on ne peut pas résoudre le problème de l'immigration en se contentant de bloquer les frontières ou en renvoyant les immigrants chez eux. Il faut identifier les différents éléments du problème et considérer les interactions entre ces éléments. On peut le faire en posant une série de «pourquoi» :

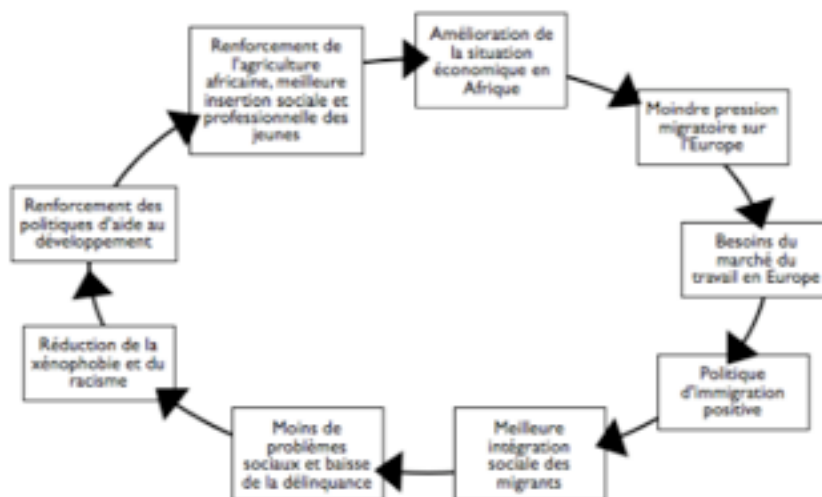
- Pourquoi les immigrants quittent-ils leur pays ? Parce que dans leur pays, l'économie se dégrade et les condamne au chômage.
- Pourquoi la situation de leur pays se dégrade-t-elle ? Dans le cas des pays africains essentiellement ruraux, les agriculteurs sont ruinés par la politique de subvention de la production agricole pratiquée par les pays européens. Grâce à ces subventions, les produits agricoles européens sont vendus en Afrique à un prix inférieur à la production locale.
- Pourquoi les immigrants arrivent-ils en Europe alors que le chômage y est important ? Parce que certaines entreprises sont intéressées à employer illégalement des travailleurs sans les déclarer en leur payant un salaire dérisoire. Parce que, malgré le taux de chômage important, certains emplois ne sont pas pourvus car ils n'attirent pas les citoyens de souche (le salaire n'est pas assez élevé, les conditions de travail sont trop dures). Dans tous les cas, le vieillissement et la baisse de la population en Europe nécessite le recours à l'immigration pour répondre aux besoins du marché du travail.

- Pourquoi l'immigration est-elle perçue comme un problème ? Parce que les immigrants illégaux sont condamnés à s'entasser dans des ghettos insalubres où les problèmes sociaux sont importants (mauvaise intégration, délinquance, drogue)
- Etc.

On découvre ainsi des *boucles d'interaction* sur lesquelles il faut agir pour résoudre le problème, c'est-à-dire transformer les *cercles vicieux* en *cercles vertueux*.



Cercle vicieux



Cercle vertueux

Cet exemple est évidemment limité ; mais il montre combien il est important d'accéder à une pensée systémique pour développer des politiques efficaces dans le monde d'aujourd'hui.

Il importe donc que le plus grand nombre possible de citoyens, et les jeunes en particulier, participent aux votes et s'engagent dans les partis politiques et les associations qui jouent un rôle d'expertise et de contre-pouvoir, pour contribuer à l'émergence de politiques plus réfléchies et mieux adaptées, répondant aux valeurs des droits de l'homme et de la démocratie, afin de bâtir une société plus libre, plus juste et plus fraternelle.

Contrairement à l'opinion admise et à la réaction spontanée de beaucoup de jeunes, l'engagement politique est l'engagement le plus noble et le plus nécessaire dans le monde d'aujourd'hui.

L'importance des médias

En démocratie les médias ou *moyens de communication sociale* sont un moyen d'expression essentiel pour les acteurs démocratiques et jouent un grand rôle dans la formation de l'opinion publique.

La libre circulation des idées

En 1789, l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen proclamait déjà : "*La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi*".

C'est grâce à la presse écrite, parlée et télévisée que les citoyens peuvent avoir connaissance des problèmes qui existent dans la société, dénoncer les abus ou les scandales et suivre le débat entre les divers partis politiques.

La presse est un contre-pouvoir essentiel, elle peut critiquer et contester l'action du Gouvernement. Il ne peut pas y avoir de véritable démocratie sans liberté de la presse. Le 1er amendement, datant de 1791, de la constitution américaine de 1787 stipule : "le Congrès ne fera aucune loi portant atteinte à la liberté d'expression".

Le développement des moyens de communication favorise la démocratie

Historiquement, on constate que l'avènement du suffrage universel (droit de vote accordé à tous les citoyens majeurs) et le développement de la presse de masse ont eu lieu en même temps au XIXe siècle. Au cours du XXe siècle, ce ne sont plus les seuls journaux, mais la télévision, le cinéma, la radio qui participent au débat démocratique. Au XXIe siècle, le développement d'Internet permet aussi la diffusion des idées démocratiques. Les nouvelles technologies incitent les organes démocratiques à modifier leur manière de travailler, en rapprochant la classe politique et les citoyens. Ils permettent d'inventer de nouvelles formes d'information, d'expression, et donc de participation.

Les critères d'une presse démocratique

Pour jouer correctement leurs rôles dans le débat démocratique les médias doivent respecter un certain nombre de critères.

La transparence

Tout gouvernement a besoin d'une certaine part de secret au moins dans la préparation des décisions ou s'agissant des affaires internationales. En revanche, la démocratie exige la transparence absolue après-coup. Plaçant certains débats sur le devant de la scène, les médias peuvent aussi en occulter d'autres. Ils sont donc soumis à une éthique : exactitude de l'information, respect de la vie privée, vérification des sources.

L'indépendance

Le financement des médias dépend de capitaux privés qui peuvent vouloir modifier l'information en fonction de leurs intérêts ou peser sur le fonctionnement démocratique. La concentration financière peut aussi altérer leur indépendance, même si certains médias essaient de garantir un mode de financement indépendant. Pluralisme des médias ne rime donc pas toujours avec pluralité d'opinions et diversité de l'information. De même, les sondages peuvent influencer, voire fausser, les comportements électoraux.

L'impartialité

Les médias ne sont pas égaux. La télévision, média de masse, touchant des citoyens le plus souvent passifs, est accusée de simplifier les débats et de "faire" l'opinion, alors que la course à l'audience laisse peu de place au débat démocratique. Sensibles aux échos des médias, les hommes politiques sont accusés de façonner leur discours, non pas selon leurs convictions, mais selon l'état de l'opinion ou selon la vision des médias. Le débat d'idées et la démocratie de terrain céderaient alors le pas à la mainmise de la télévision sur les campagnes électorales.

L'importance des médias pour une élection pose aussi le problème de l'égalité d'accès entre les candidats. Les hommes politiques dépendent des médias et du format qu'ils imposent. La télévision, par exemple, conditionne certains comportements : il faut résumer en quelques instants des problèmes complexes (les "petites phrases").

Les médias doivent être contrôlés de manière démocratique afin de garantir l'égalité d'accès, le pluralisme de l'information, la neutralité de la presse dans le respect de la liberté d'opinion, etc. Les

organes de contrôle (comme le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ne doivent pas être soumis aux pressions politiques. Ceci se justifie d'autant plus avec Internet, qui permet de contourner les barrières internes, de multiplier les forums de discussion, d'ouvrir de nouveaux espaces de liberté, mais aussi de diffuser des rumeurs ou des contenus dangereux (pédophilie, révisionnisme).

L'apprentissage de l'esprit critique

Il ne faut pas surestimer le rôle des médias. Le vote, notamment, ne dépend pas que de leur rôle, mais relève aussi d'autres déterminants, sociaux, économiques,... Il ne faut pas confondre le média et la réalité qu'il reflète. Pour lutter contre l'effet déformant des médias, le rôle de l'éducation est primordial, en permettant de comprendre les messages (apprendre à regarder la télévision comme hier à lire le journal).